

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste : la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
programme communiste
1 an : 24 F (200 FB)

12^e ANNEE — N° 198
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 14 au 27 juin 1975

La « Déclaration des libertés » du P.C.F.

Une contribution précieuse au renforcement de l'Etat

Lorsque la bourgeoisie s'élança à l'assaut de la vieille société féodale, elle le fit sous le signe de la souveraineté populaire, du suffrage universel et des libertés qu'elle voulait codifier pour toujours dans la Charte des Droits de l'Homme et du Citoyen. Ces normes idéales, ces nouvelles Tables de la Loi étaient révolutionnaires dans la mesure où elles s'opposaient à l'absolutisme et aux privilèges aristocratiques.

Mais la bourgeoisie ne naît pas seule ; avec la société qui la produit, naît aussi le prolétariat, et la croissance des nations modernes a comme conséquence inéluctable le développement de l'antagonisme entre ces deux classes aux intérêts inconciliables. Il se révéla bien vite que l'Homme et le Citoyen en général n'étaient, dans la réalité capitaliste, que le prosaïque bourgeois ; il s'avéra que l'égalité et la souveraineté n'étaient que la fiction juridique qui recouvrait la liberté qu'a le capitaliste d'exploiter le prolétaire, le suffrage universel la cérémonie rituelle pour encenser l'oppression ; et il devint clair que la conquête de libertés et de droits par le prolétariat, loin d'être ces absolus présentés par la métaphysique bourgeoise, n'avaient de sens pour lui que subordonnés au but de son émancipation sociale, que pour déblayer le terrain pour la révolution communiste.

La bourgeoisie aussi tire les leçons de l'histoire : elle a appris comment l'octroi de droits et de garanties pouvait être un facteur de stabilisation de la société bourgeoise en conjurant les heurts violents et les explosions de la lutte des classes ; une riche expérience lui a enseigné que la reconnaissance par les exploités du caractère sacré et intangible du code des droits du citoyen est la meilleure garantie de la conservation de ses privilèges.

C'est une thèse bien connue du marxisme qu'à l'époque de l'impérialisme avide de guerres, à l'époque de la « réaction sur toute la ligne », la tendance profonde à la centralisation despotique et totalitaire de la domination bourgeoise s'accompagne extérieurement d'une prolifération de droits, de statuts, de « garanties » qui sont censés défendre le citoyen et, puisque ce dernier a désormais le droit d'appartenir à une classe sociale, l'ouvrier.

L'histoire ne fera sans doute pas grand cas du projet de « Déclaration des libertés » présenté par le PCF en guise de préambule à la Constitution (voir l'Humanité du 16-5-75) car cette déclaration ne présente aucune nouveauté ; mais elle a le mérite d'être une synthèse de la Charte des Nations Unies, version impérialiste de la Déclaration des Droits de l'Homme, et du programme du CNR dans sa veine réformiste et socialisante, le tout mis au goût du jour avec l'ad-

jonction de la lutte contre la pollution et autres balivernes.

L'opportunisme est bien obligé de reconnaître que la réalité capitaliste réduit à néant les droits concédés par la bourgeoisie sur le plan juridique et que « s'affirme de plus en plus la monstrueuse oppression des masses populaires par l'Etat ». Mais alors que dans le diagnostic du marxisme, la société bourgeoise doit périr et que pour cela il faut que l'Etat bourgeois soit détruit, la première conclusion tirée par l'opportunisme n'est rien d'autre que le vieux mensonge du libéralisme selon lequel l'Etat peut être soustrait à l'emprise des « groupes financiers et des groupes industriels les plus puissants » grâce au « contrôle parlementaire ». Peu importe qu'à l'époque de l'impérialisme les « groupes » aient pénétré la machine de l'Etat au point de fusionner avec elle ; peu importe que les hiérarchies militaires, administratives et policières aient été, à travers un long apprentissage historique, si bien dressées pour servir leurs intérêts qu'elles ne sauraient que rejeter tout ordre qui serait en contradiction avec leur fonction de conservation sociale — voire broyer en même temps les inspireurs de cet ordre ; peu importe dans ces conditions que le parlement, qui est en outre accessible à un degré désormais insurpassable à la corruption et à la concussion, n'ait absolument aucun pouvoir de contrôle sur le gouvernement ! Peu importe que la puissance des groupes fasse et défasse l'opinion publique, sans parler du fait que dans une consultation la majorité des esclaves doit normalement être favorable à l'esclavage !

Malgré tout, « la loi est l'expression de la volonté du peuple », « le respect du verdict du suffrage universel est un impératif pour tout gouvernement », le « contrôle parlementaire » doit permettre que « les citoyens soient garantis contre l'arbitraire de l'administration », que la police « reste en permanence au service du peuple », que l'armée soit « au service de la nation tout entière », que la « politique extérieure de la République [tende] à assurer le droit de chaque individu (sic) et de chaque peuple à la paix » !

Voies pacifiques et parlementaires obligent ! Cacher la nature réelle de l'Etat, son caractère bourgeois et impérialiste sous le voile du suffrage universel, c'est une des fonctions permanentes de l'opportunisme, et

DANS CE NUMERO

- Lénine et le mot d'ordre du « contrôle ouvrier » (1)
- Parti-plan et tactique-plan (2)
- Les syndicats et la retraite : la démagogie du « place aux jeunes »
- Chômage croissant
- Aux kautskystes d'hier et d'aujourd'hui

une fonction déjà nettement conservatrice.

Mais il y a pire. L'opportunisme ne peut cacher le fait que comme les prolétaires ne possèdent rien et sont perpétuellement bernés par l'échange égal entre le capital et la force de travail, les droits et les libertés qui leur sont reconnus comme citoyens sont vidés de tout contenu réel ; mais alors que selon l'analyse marxiste la démocratie bourgeoise masque la dictature de la classe capitaliste et donc que le prolétariat pour s'émanciper doit mettre fin à cette oppression en instaurant sa propre dictature, la

(suite page 4)

La vague de grèves et les méfaits de la tactique réformiste

Après la vague de grèves dans la fonction publique et la grève Renault, les ouvriers de nombreux secteurs se sont mis en mouvement pour résister à l'offensive capitaliste qui réduit les horaires de travail et étend le chômage partiel, licencie de nombreux travailleurs et réduit le pouvoir d'achat. Toutes ces luttes non seulement se heurtent à l'intransigeance et à la détermination d'un gouvernement qui n'hésite pas à utiliser la police, à inculper des délégués syndicaux pour mettre à genoux les travailleurs, mais elles sont entravées d'autre part par des directions syndicales qui parviennent malheureusement à imposer en fin de compte leur orientation capitulaire.

Penchés sur la classe ouvrière pour prendre la température sociale, les mandarins du réformisme syndical diagnostiquent : « la situation est caractérisée par une recrudescence des luttes des travailleurs qui devrait faire réfléchir ceux qui ont la responsabilité du pays » ; et pendant qu'ils lancent des appels platoniques à la lutte, les ténors de la CGT et de la CFDT affirment que « la mobilisation et l'action des travailleurs doivent s'organiser [...] dans l'esprit et sur la base des objectifs et des méthodes définies dans l'accord du 26 juin 1974 » (déclaration commune du 28 mai). Autant dire que l'on met en place le dispositif « anti-aventuriste » qui a pour but de prévenir toute action décidée des prolétaires. C'est sans doute en application de ces consignes que les fédérations CGT et CFDT des postiers ont mis en garde au même moment les ouvriers contre toute grève « minoritaire et marginale », et se sont prononcés pour des mouvements « massifs et unitaires », mais bien entendu sur la base d'initiatives « locales ou sectorielles », au moment où certains centres de tri se mettaient en grève par solidarité avec les ouvriers du Livre.

Le souci est évidemment non pas de combattre pour défendre la force de travail mais de ne pas gêner l'économie nationale et de ne pas troubler la sacro-sainte paix sociale. C'est ainsi qu'après plusieurs semaines de grèves, les ouvriers d'Usinor Dunkerque ont été appelés à reprendre le travail, en dépit de la « mauvaise volonté » des ouvriers de plusieurs secteurs, avec seulement quelques miettes et en laissant plusieurs délégués syndicaux sous la menace de sanctions graves. C'est ainsi que dans la sidérurgie lorraine, des ouvriers se sont entêtés à rejeter les propositions patronales, malgré les efforts de persuasion des directions syndicales.

Les réactions ouvrières sont canalisées non pas dans le sens de la solidarité de classe entre les exploités mais pour faire appel à la bienveillance de l'Etat. Les ouvriers ne doivent plus faire dépendre l'issue du conflit de l'utilisation de leur force de classe, mais par exemple de la sentence d'un tribunal : à

(suite page 3)

Au Portugal, deux laquais au service d'un même maître

Une fois connu le résultat des élections au Portugal — un résultat décevant surtout pour le PCP — l'explication de « gauche » n'a rien trouvé de mieux que de répéter les arguments du Mouvement des Forces Armées, c'est-à-dire de souligner le « conditionnement » dû à 40 années de régime réactionnaire, le MFA ayant d'ailleurs bien fait dans ces conditions de prendre ses précautions et de donner des leçons de « liberté » en niant toute valeur pratique au résultat électoral. Un deuxième point sur lequel on a insisté était d'ordre arithmétique, en disant que, dans tous les cas, la gauche était très forte, puisque 38 % pour le PS plus 13 % pour le PC cela donne 51 %. Que les 38 % du PS aient été obtenus grâce aussi à une propagande anti-PCP (« socialisme oui, dictature non ! »), cela ne devait évidemment pas entrer en ligne de compte.

Et, en effet, non seulement les querelles entre le PCP et le PSP n'ont pas cessé avec le résultat des élections, mais celui-ci les a alimentées. Le parti socialiste avait accepté une trêve en renonçant à ses prétentions de participation au pouvoir — que de façon explicite, et instructive, il identifie surtout au contrôle de l'information — pour se présenter aux élections avec l'aurole du martyr de la liberté. Maintenant il les ressort.

Mais, comme d'habitude, il ne veut pas aller trop loin. La comédie que jouent les deux partis n'est pas une comédie parce que les deux camps ne se prendraient pas au sérieux mais parce que ce ne sont pas eux les

véritables protagonistes. L'un et l'autre jouent la comédie pour influencer le véritable patron, et s'ils haussent le ton et prennent des poses de mélodrame, c'est pour avoir du succès auprès du pouvoir, qui est détenu par le MFA, celui-ci étant lui-même loin d'être « monolithique ».

Mais, comme nous l'avons déjà dit, la force du MFA repose sur deux facteurs. Le premier, c'est qu'il est purement et simplement la force, c'est-à-dire l'armée ; le deuxième c'est le fait qu'il a reçu dès le début l'appui des forces sociales décisives, du capital comme du travail, c'est-à-dire des organisations qui représentent aujourd'hui, qu'elles le veuillent ou non, les classes la-

borieuses (et parmi ces forces figurent, malheureusement, au moins une partie des organisations qui se voudraient extrémistes). D'autre part, la faiblesse des autres forces politiques, y compris l'opportunisme, c'est essentiellement d'avoir renoncé par programme à la force réelle, et d'avoir recueilli le « consensus » général pour le MFA, non pas certes par altruisme, mais de crainte de ne pas savoir contrôler aussi bien que lui la situation.

Ce rôle subalterne de l'opportunisme, subalterne par rapport aux nécessités bourgeoises du moment, mais aussi par rapport

(suite page 4)

Parti-plan et tactique-plan (II)

(ou bolchévisme contre suivisme et confusionnisme)

Nous avons vu dans le numéro précédent le goût de la LCR et de Révolution! pour les combinaisons hétéroclites d'où devraient sortir la direction et la tactique révolutionnaires.

Quant à L.O., si elle critique cette conception immédiatiste et bornée, c'est précisément parce qu'elle estime qu'une telle opération n'aurait pas un succès immédiat... dans les circonstances présentes. Ainsi L.O. reconnaît qu'« une telle alliance organique signifierait la constitution d'une organisation sur des bases plus larges, c'est-à-dire sur des bases programmatiques moins justes, moins définies [...]. Pour une organisation révolutionnaire, se résoudre à une telle alliance organique implique donc qu'elle accepte de ne plus être en mesure de défendre publiquement, intégralement son programme ou alors qu'elle ne puisse le faire qu'en tant que simple tendance aux possibilités d'expression publique forcément plus limitées que celles de l'organisation commune » (Lutte de classe, n° 26 : La politique arbitraire de la L.C.R. ou la politique des espoirs déçus). Fort bien, mais (inconsciemment oblige), L.O. ajoute : « Il n'y a d'ailleurs rien d'hérétique à ce que les marxistes révolutionnaires envisagent une telle possibilité : une telle tactique peut se discuter et s'envisager. Mais à la seule condition toutefois que le profit que peut en tirer la classe ouvrière soit supérieur aux inconvénients qu'implique la disparition d'une organisation autonome aux bases programmatiques claires et sans ambiguïté. Cela suppose donc que les révolutionnaires puissent en fusionnant avec une telle organisation, défendre en contrepartie leur programme devant plus de militants, plus de travailleurs qu'ils ne sont en mesure de le faire en tant que fraction indépendante, ou pour le moins qu'ils puissent le défendre devant autant de gens. Dans certaines circonstances particulières, une telle tactique, d'« entrisme » quand il s'agit de se fonder dans un parti numériquement plus important ou d'unification de groupes d'extrême-gauche comme nous l'avions proposé nous-mêmes au lendemain de 1968, peut [...] permettre aux révolutionnaires d'accroître leur audience, en donnant la possibilité à quelques milliers de travailleurs de rallier et faire leur programme révolutionnaire sans en être écartés par la nécessité de choisir entre plusieurs sectes » (idem). Belle démonstration en vérité qui ne voit tout qu'en termes de « profit », qui ne peut envisager le Parti de classe autrement qu'en termes de boutique

et qui n'évalue enfin l'efficacité tactique qu'en fonction de critères d'une comptabilité d'épicier... Il y a là une « addition » que les travailleurs ont déjà dû payer très cher, trop cher pour que l'on puisse sourire devant tant de bêtise dange-reuse.

Enfin, comme pour se plonger davantage dans l'inconscience, L.O. tire de ce qui précède la conclusion suivante : « En général, une telle tactique est possible et envisageable en période de montée de la mobilisation ouvrière, lorsque les travailleurs affluent spontanément vers les organisations ouvrières traditionnelles, ou tout au moins lorsque pour une raison ou une autre un nombre non négligeable de travailleurs est attiré vers certaines organisations. Mais est-ce le cas actuellement ? Assisté-t-on à une montée ouvrière ? C'est pour le moins discutable... ». On voit que pour L.O. la constitution du Parti révolutionnaire en tant qu'amalgame hétéroclite ne peut avoir de succès que si elle correspond au niveau immédiat de conscience des masses et elle n'est envisageable que si elle s'effectue dans une situation de montée révolutionnaire alors que c'est précisément dans une telle période qu'il importe PLUS QUE JAMAIS qu'il y ait un noyau indissolublement lié aux principes du communisme, seul capable de constituer une claire alternative révolutionnaire. Car dans une situation directement pré-révolutionnaire seul ce noyau monolithique peut assumer sans faiblir ses responsabilités de classe. Cela aussi, Trotsky, en 1938, en dépit des flottements qui l'avaient progressivement éloigné d'une restauration intégrale du bolchévisme, et qui constituent le seul héritage de ses épigones d'aujourd'hui, continuait à le reconnaître. Il affirmait en effet que ce qui caractérise le développement et l'action d'une direction révolutionnaire, c'est sa faculté de constituer un pôle de cristallisation en rupture avec les fausses solutions réformistes et capable de ne pas sombrer dans l'immédiatisme : « Quand nous nous présentons devant la classe ouvrière avec notre programme, nous ne pouvons fournir aucune garantie quant à son rejet ou à son acceptation par cette même classe ouvrière. Nous ne pouvons pas prendre cette responsabilité [...], nous ne pouvons en prendre la responsabilité que pour nous-mêmes.

« Nous devons dire la vérité aux travailleurs, c'est ainsi que nous gagnerons les meilleurs éléments. Je ne sais pas si ces éléments avancés seront capables de conduire la classe ouvrière au pouvoir ; j'espère qu'ils en seront capables, mais nul ne peut le garantir.

« Mais même dans le pire des cas, si la classe ouvrière ne mobilise pas toutes ses forces, toutes ses ressources pour la Révolution Socialiste, si elle tombe sous la botte fasciste, les éléments les plus avancés pourront témoigner : « Ce parti-là nous avait prévenu : c'était le meilleur ». Ce sera la marque d'une grande tradition qui restera présente dans la classe ouvrière.

« C'est évidemment la pire des hypothèses. Mais cela démontre que les arguments selon lesquels nous ne pourrions pas présenter un tel programme parce qu'il ne correspond pas à la mentalité des masses sont de faux arguments qui ne trahissent que la peur ressentie par leurs partisans devant la situation actuelle ». (Discussions sur le programme de transition, Classique Rouge 11, p. 8).

La capacité du parti de classe d'influencer et de conduire les masses ne s'obtient pas par décret, ou par auto-proclamation. Notre courant n'a pas cessé d'affirmer au contraire avec force que cette capacité et cette conquête de la direction, dans une situation révolutionnaire, des plus larges couches du prolétariat en lutte, doivent être préparées par un travail préalable patient, systématique et de longue haleine.

Ce travail de préparation révo-

lutionnaire ne peut être réalisé que par un noyau fermement lié aux principes historiques du communisme, considérés comme la somme et le bilan d'expériences de lutte séculaires et qui ait une CONTINUÏTÉ DE DOCTRINE, DE PROGRAMME, D'ORGANISATION ET DE TACTIQUE, en dehors de toute fluctuation liée aux vicissitudes de la situation contingente, une continuité sans laquelle il n'est pas de manœuvre possible.

Cette incompréhension totale de la conception marxiste du rôle et de la fonction d'un parti est, par ailleurs, chez des groupes comme Révolution!, la L.C.R. et L.O., en étroite relation avec une interprétation mécaniste et fataliste des crises. Selon la théorie marxiste, la crise n'amène pas forcément la révolution, pas plus d'ailleurs que la prospérité n'amène forcément la contre-révolution. En réalité, ce qui détermine dialectiquement la lutte de classe du prolétariat, c'est un jeu complexe de plusieurs facteurs : et aujourd'hui, par exemple, la disparition physique de l'avant-garde révolutionnaire à la suite de la contre-révolution stalinienne pèse comme un facteur négatif. C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie, à l'échelle mondiale, aborde aujourd'hui la crise avec tous les atouts en main. Mais, même si elle sortait indemne de la crise présente (ce qui sera sans doute le cas), elle ne pourra le faire qu'en réunissant tous les éléments d'une nouvelle crise, et peut-être d'une future guerre mondiale. C'est donc dans cette optique qu'il faut mener la lutte, dès aujourd'hui, pour la préparation révolutionnaire du prolétariat et par conséquent pour la construction du Parti de classe. Cela signifie qu'il faut partir du mouvement réel tel qu'il est, c'est-à-dire embryonnaire, faible encore, mais en train de renouer péniblement, en raison de la monstrueuse trahison de l'opportunisme politique et syndical, avec une tradition de lutte.

L'intervention du noyau communiste révolutionnaire doit se faire en reconnaissant lucidement la situation telle qu'elle est et sans chercher, par un activisme stérile, à en dépasser les limites à coup de pseudo-mesures transitoires, conçues de façon mécaniste et volontariste, comme des leviers révolutionnaires. Une telle attitude désoriente les éléments combattifs en laissant croire que toute lutte partielle peut automatiquement amener un renversement du pouvoir ; elle les coupe de la masse des travailleurs et aide à la propagation d'illusions réformistes (comme par exemple la L.C.R. et Révolution! qui croient qu'en agitant le mot d'ordre de « nationalisations... sans indemnité des entreprises en difficulté », on peut pousser les masses à l'affrontement direct avec l'Etat bourgeois).

Telle est notre perspective de lutte, en dehors de tout possibilisme et de tout suivisme, pour le renforcement et le développement d'un solide noyau communiste sachant s'imposer, par une intervention organisée dans la guerre de classe, comme l'organe de direction théorique et pratique du prolétariat en lutte. Quant à ceux qui nous accusent d'être coupés de la réalité et du mouvement réel par excès de rigidité et d'« ossification », nous leur rappellerons ce que disait Lénine lorsque il affirmait que seul un travail préalable de préparation révolutionnaire, selon un plan systématique et sans concession à « l'heure présente » permet à l'organe révolutionnaire de subir avec succès l'épreuve des faits : « Il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désespérer notre labeur systématique, et moins nous comptions sur l'inattendu, plus nous aurons de chances de n'être jamais pris de court par les « tournants historiques » (Par où com-

mencer, Œuvres, tome 5, p. 20). Pour nous, comme pour Lénine et les bolchéviks, la lutte pour la construction du parti de classe et la préparation révolutionnaire des masses « n'est pas le fruit d'un travail de cabinet réalisé par des personnes entachées de doctrinarisme et de littérature frelatée (comme ont pu le croire des gens qui n'y ont pas assez réfléchi) ; c'est au contraire le plan le plus pratique pour qu'on puisse, de tous côtés, se préparer à l'insurrection, sans oublier un instant le travail ordinaire, quotidien » (Que Faire ?).

C'est bien pourquoi, dans la ligne de Lénine, nous affirmons dans le Proletaire n° 163 qu'« en fait le parti est l'organe auquel est confiée la mise en pratique des principes, et il ne peut remplir cette mission historique que s'il défend avec acharnement sa théorie, proclame tous ses buts, annonce son programme, agit et combat en fonction de son rôle « d'appareil dirigeant centralisé et discipliné » de la dictature prolétarienne, quelle que soit l'échéance proche ou lointaine de celle-ci, en sachant bien que sa véritable force, sa principale force révolutionnaire, réside dans la « continuité doctrinale et pratique de toute sa propagande et de toute son œuvre, dans le fait qu'il n'aura pas à attendre la lutte finale entre les classes pour dire comment elle se présentera, et enfin dans le fait qu'il se sera donné précisément le type d'organisation répondant aux exi-

gences de la phase décisive de la lutte révolutionnaire ».

Tout cela, des groupes comme la L.C.R., L.O. et Révolution! ne le comprennent pas et ne peuvent le comprendre car ils n'ont pas su tirer les leçons de la terrible contre-révolution stalinienne ni en évaluer les conséquences réelles. C'est là la raison pour laquelle ils ont une fausse manière de poser un problème, bien réel, lui. Il y a en fait chez ces groupes un mélange à la fois de mécanisme activiste et de suivisme fataliste qui ne sont en définitive que les pôles opposés d'une même conception bornée (parti et tactique-processus). Ce mélange contradictoire provoque, à l'occasion de toute confrontation sérieuse avec la réalité, une instabilité politique qui est la caractéristique permanente de tels groupes, à cause de leur éclectisme congénital. A cet égard, les dernières scissions de L.O. (cf. Le Proletaire n° 188) ainsi que les discussions de tendances à la L.C.R. sont significatives.

En réalité toutes les tentatives de la L.C.R., de L.O. et de Révolution! pour construire un parti révolutionnaire à leur image, c'est-à-dire en tant qu'agrégat hétéroclite, ne peuvent conduire qu'à un échec. Bien plus, leur attitude, en dépit du courage et de la générosité dont peuvent faire preuve les militants qui s'y sont fourvoyés, constitue un écran pour le prolétariat en lutte sur le chemin de la victoire révolutionnaire.

Les syndicats et la retraite

La démagogie du « place aux jeunes »

Pour appuyer sa campagne en faveur de l'abaissement de l'âge de la retraite, la C.G.T. dénonce « les absurdités de la vie du pays ». D'un côté, disent ses affiches, sa presse et ses bonzes, des centaines de milliers de travailleurs doivent travailler après 60 ans, de l'autre des centaines de milliers de jeunes cherchent un emploi. Solution : que les vieux cèdent la place aux jeunes, et ça marchera mieux ! Avec un clin d'œil aux patrons et à l'Etat, elle ajoute : « Mieux vaut payer des retraités que des chômeurs ». Voilà donc le remède à l'inhumaine logique du profit qui, tout en maintenant en permanence une armée de réserve de sans-travail, use des générations de prolétaires pour s'en débarrasser ensuite avec une retraite de misère : faisons de la place ! Voilà la réponse des syndicats à la concurrence accrue des catégories les unes contre les autres, alors que les prolétaires sont touchés de plein fouet par la crise, que par millions on les jette sur le pavé ou on les renvoie dans leur pays d'origine, qu'on accélère les cadences, augmente la durée du travail et diminue le salaire réel de ceux qui ont gardé un emploi : place aux jeunes !

Au lieu d'appeler à la solidarité autour des catégories les plus touchées (immigrés, chômeurs, jeunes, femmes, retraités) pour unifier la classe contre l'ennemi commun, la propagande réformiste renforce cyniquement l'opposition des catégories entre elles, brisant cette exigence et cette arme fondamentales des exploités, indispensables ne serait-ce, d'abord, que pour résister à l'offensive patronale : l'unité de classe. Non, quoi qu'en disent les bonzes syndicaux, ce ne sont pas les vieux qui volent le travail aux jeunes, ou l'inverse, c'est le capitalisme qui les exploite tous ensemble, qui tour à tour fait appel à eux et les renvoie, et qui s'efforce sans relâche d'aiguiser leur concurrence pour mieux les tenir en main et les affaiblir.

L'intérêt des prolétaires est dès 55 ans (50 ans pour les femmes) le droit à une retraite égale au salaire, le salaire intégral aux ouvriers licenciés ou touchés par les réductions d'horaires et aux jeunes à la recherche d'un emploi ! La force du prolétariat est dans son unité de classe.

A bas l'opportunisme syndical traître et diviseur !

Chômage croissant

Aux Etats-Unis, le taux de chômage a atteint 9,2 % de la population active au mois de mai (International Herald Tribune, 7-6-75) ; il n'avait jamais été aussi élevé depuis 34 ans, c'est-à-dire depuis 1941. Le nombre total de chômeurs est maintenant de 8 millions et demi ; il a progressé de 80 % en un an.

En Allemagne, pour le même mois, le chômage a atteint 1.017.800 travailleurs, soit une augmentation de 122 % sur mai 1974 ; de plus on a recensé 921.800 chômeurs partiels (Le Monde, 7-6-75). Et la statistique ne dit pas combien de milliers de prolétaires immigrés ont été mis à la porte pour les remerciements de leur contribution à la prospérité du capitalisme allemand !

En France, il y avait en avril 757.800 chômeurs « officiels », soit une augmentation de 82 % en un an. A ce chiffre il faut ajouter 360.000 chômeurs partiels ; selon Le Monde du 7-6, le nombre des journées indemnisables a atteint 1.700.000, soit une augmentation de ... 903 % en un an.

PRESSE INTERNATIONALE

Voici le sommaire du N° 11 (30 mai 1975) de :

il programma comunista

- All'appello alle urne opponiamo l'appello alla lotta di classe,
- Portogallo: due Arlecchini servitori di un padrone,
- I difficili equilibri elettorali degli ex-rivoluzionari,
- Primo Maggio di lor signori,
- Lenin e la parola d'ordine del « controllo operaio »,
- Pace del lavoro in versione giapponese,
- Imperialismo e fame nel mondo,
- L'Iran, polo di accumulazione nel Medio Oriente,
- Lotte operaie e leggi eccezionali,
- Miti e realtà del riformismo peruviano.

Lecteurs, sympathisants, soutenez la presse du parti !
Souscrivez !

Lénine et le mot d'ordre du « contrôle ouvrier » (1)

En disant que le parti de classe, parce qu'il connaît par avance les grandes éventualités d'action tactique correspondant aux différentes phases de développement du mouvement réel, dispose ainsi d'une boussole sûre dans la bourrasque des conflits sociaux, on dit beaucoup et, en même temps, trop peu.

Beaucoup, parce que le parti de classe ne mériterait pas de s'appeler ainsi s'il ne possédait pas « ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes, suivi sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique » (1) en même temps que cette « solide organisation, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes » (1) sans laquelle ce plan systématique d'action resterait suspendu dans le vide ; et s'il n'était pas en mesure d'intervenir efficacement dans les vicissitudes de la lutte et, plus encore, d'en prévoir les issues. Mais c'est aussi dire trop peu, parce que cela ne règle pas le problème difficile qui consiste à établir si les conditions réelles existent « pour une action tactique que l'on peut appeler « directe » puisqu'elle a le caractère d'un assaut au pouvoir bourgeois par le Parti Communiste et les forces dont il dispose » ou si, au contraire, ces conditions font défaut et si ce qui s'impose, c'est de recourir à une tactique « indirecte » (2).

D'autre part, cela ne règle pas un autre problème qui n'est pas moins difficile (et qui dans certains cas est même plus complexe) et qui est de bien apprécier l'état réel du rapport des forces, les déplacements en train de s'accomplir sur la scène sociale, le degré d'influence du parti, la « température » des masses en mouvement, le jeu moléculaire des forces agissant au sein de la classe dominante et des sous-classes qui sont liées à elle, la capacité offensive ou même seulement défensive de son Etat, etc., et de graduer, en fonction de cet ensemble d'appréciations (dont aucune n'est donnée d'avance et ne peut encore moins sortir tout droit d'un manuel, d'un code ou d'un recueil de recettes), des mots d'ordre ayant prise sur la réalité et pouvant la modifier. C'est précisément le heurt avec les données réelles d'un cours historique prévu dans ses tendances de fond qui permet de tester la capacité du parti à remplir les tâches qui sont les siennes, ou ses insuffisances.

Tout comme les grandes formulations qui condensent les principes du communisme, les directives d'action — ce que l'on appelle les mots d'ordre — « ne doivent pas être jetés au vent ». Comme l'écrit Lénine, le parti admet effectivement tous les moyens de lutte, mais « à condition [et c'est là la solution d'au moins la moitié du problème] qu'ils correspondent aux forces réelles ». Le fait d'être en avance ou en retard, d'être en phase ou déphasé par rapport aux conditions objectives et subjectives du moment historique donné, de répondre à des exigences réelles ou de se réfugier dans le monde confortable mais illusoire — et créateur d'illusions fatales — de la « phrase révolutionnaire » dans le choix des directives d'action tactique, tout cela peut causer alors des débâcles irréparables dans l'organisation du parti et mettre en danger la possibilité même d'une avancée impétueuse des masses sur lesquelles s'exerce — ou devrait s'exercer — l'influence du parti.

Un des mots d'ordre dont le destin semble être d'être lancés hors de phase et hors de propos (et on le voit aujourd'hui encore alors que l'apreté de la crise économique fait oublier la gravité des facteurs qui pèsent sur la capacité de reprise de

la lutte prolétarienne de classe), c'est celui du **contrôle ouvrier**. Si on laisse de côté les opportunistes déclarés, pour qui une « législation sur le contrôle ouvrier » rentre dans le cadre de la cogestion de la crise et dans celui des multiples réformes de structure liées à cette cogestion, le mot d'ordre de contrôle de la production sociale et de la répartition des produits prend chez les spontanéistes et les immédiatistes la forme d'une indication de lutte visant à la conquête d'aires de pouvoir dans le cadre même de la société bourgeoise, ou même d'îlots de socialisme indépendamment de la réalisation de cette condition **sine qua non** qu'est la prise du pouvoir politique, cette vision n'étant, comme celle d'ailleurs de l'ordinovisme, qu'une variante du gradualisme, fût-il, subjectivement et en intention, « révolutionnaire ». Chez les divers groupes trotskystes, ce mot d'ordre joue un rôle différent, mais il n'en est pas moins néfaste. Il s'insère dans la fausse conception selon laquelle le capitalisme aurait désormais atteint la limite extrême de ses possibilités d'expansion et aurait épuisé, dans la réalité objective, ses tâches historiques, si bien que toutes les conditions matérielles pour qu'il disparaisse de la scène de l'histoire seraient réunies dès maintenant et qu'il ne manquerait plus que l'intervention providentielle du parti, en tant que force subjective agissante, pour qu'il s'effondre. Le mot d'ordre du contrôle ouvrier, en tant qu'anticipation d'un point fondamental du programme d'interventions despotiques de la dictature du prolétariat élevée sur les décombres de l'Etat capitaliste, de-

vient ainsi le levier d'une action immédiate capable de précipiter la crise révolutionnaire **dès maintenant**, quels qu'aient pu être les ravages produits au cours d'un long cycle par les contre-révolutions social-démocrate et stalinienne réunies. Mais ce n'est pas tout, puisque ce même mot d'ordre de « programme de transition » ne dédaigne pas de se convertir en quelque chose qui ressemble aux mots d'ordre lancés par les immédiatistes quand il se divise en deux moitiés : l'une, dont on pourrait dire qu'elle est liée à un programme **maximum**, et qui n'est réalisable que si le pouvoir a déjà été conquis ; et l'autre, dont on pourrait dire qu'elle appartient à un programme **minimum**, qui serait réalisable dès le début dans le sillage d'un mouvement ascendant de la lutte de classe et qui consiste soit à « ouvrir les livres de comptes des grandes entreprises », soit à faire contrôler les prix par les syndicats avec l'aide et le concours d'... associations de ménagères. C'est ainsi que le gradualisme, chassé par la porte en fonction d'une théorie mécaniste de la crise, rentre par la fenêtre grâce à l'idée selon laquelle il faut être « concret » et « pratique ».

Comme dans les deux cas ceux qui lancent un tel mot d'ordre se réclament de Lénine, et prétendent même atteindre sur ce terrain le sommet de la science tactique « léniniste », il est instructif — non pas dans un but de recherche historique ou académique, mais pour des raisons politiques précises de classe — de rappeler comment, quand et pourquoi Lénine a utilisé à juste titre et sans la moindre bribe d'utopisme le mot d'ordre du contrôle ouvrier.

Le mot d'ordre du « contrôle ouvrier » d'avril à juillet 1917

Quand Lénine rentre en Russie en avril 1917, il se trouve devant « une réalité qui [...] montre et le passage du pouvoir à la bourgeoisie (« achèvement » d'une révolution démocratique bourgeoise de type habituel) et l'existence, à côté du véritable gouvernement, d'un second gouvernement qui est une « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » (3), c'est-à-dire les Soviets. L'ennui, c'est que, dans cette situation de très haute tension sociale et politique provoquée par une crise économique aiguë et par la guerre qui continue, ce « gouvernement-bis a de lui-même cédé le pouvoir à la bourgeoisie, s'est de lui-même enchaîné au gouvernement bourgeois » (3). C'est une situation « extrêmement originale, qui ne s'est jamais encore présentée sous cet aspect dans l'histoire », parce qu'elle « a donné lieu à un enchevêtrement, à un amalgame de deux dictatures : la dictature de la bourgeoisie [...] et la dictature du prolétariat et de la paysannerie » (4). C'est une situation non seulement éminemment révolutionnaire, mais de **dualisme de pouvoir**, où l'une ou l'autre des deux dictatures doit tôt ou tard l'emporter en écrasant son adversaire ; et, pour le moment, la dictature qui succombe, même si elle contient en soi tous les éléments pour être en fait, comme l'écrit Lénine, une réincarnation de la Commune de Paris sur un plan encore plus élevé, c'est la seconde.

Aux yeux de Lénine et, dans un premier temps, de lui seul, le dilemme est clair, avec tout ce qu'il a de dramatique. Pour en sortir, il n'y a qu'une voie possible : renverser les rapports de force qui plient les Soviets à la volonté de la classe dominante et de son appareil de pouvoir légal. L'objectif tracé à la classe ouvrière est, et ne peut donc être, que « le pouvoir unique des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., de la base au sommet et dans tout le pays » (5), mais on ne pourra y arriver que si, en exploitant avec patience et persévérance le « maximum de possibilités légales » consenti provisoirement aux bolché-

viks, on explique aux masses que, d'une part, les Soviets sont « la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire » et que, d'autre part, ils ne peuvent le devenir **en pratique**, en passant du domaine des possibilités à celui de la réalité, qu'en brisant les liens de dépendance où les hésitations de la petite bourgeoisie les ont mis vis-à-vis du gouvernement légitime des Lvov, Milioukov, Goutchkov et consorts.

Que feront les Soviets remis grâce à un coup de gouvernement énergique dans la voie qui leur est assignée par l'histoire vivante ? Pour Lénine, les tâches du pouvoir révolutionnaire futur ne sont pas l'« instauration du socialisme » — c'est là un objectif qui ne sera **même pas** celui d'Octobre, dans la mesure où, dans le cadre de l'immense Russie, ce qui manque ce sont les conditions matérielles de cette « instauration » —, mais beaucoup plus modestement le « passage au contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers », qui est le seul moyen pour conduire à fond une lutte vigoureuse contre l'effondrement économique qui menace le pays tout entier, et dont souffrent de façon particulièrement dramatique les masses laborieuses des villes et des campagnes (6).

C'est donc ainsi que le mot d'ordre du contrôle ouvrier se situe dans son contexte naturel : les mesures urgentes que la bourgeoisie arrivée au pouvoir en février ne prend pas, et ne prendra jamais, pour faire face au désastre de la guerre héritée du tsarisme et reprise avec une ardeur renouvelée au nom de la démocratie conquise, ne peuvent être traduites en pratique que par le prolétariat et la paysannerie pauvre quand ils se seront enfin débarrassés de leur soumission à l'égard de la grande bourgeoisie — une bourgeoisie satisfaite de sa révolution et qui s'est emparée victorieusement du pouvoir —, et après qu'ils se seront érigés en pouvoir révolutionnaire unique et despotique. Et ces mesures, dit Lénine, ils les réaliseront mille fois mieux que des

légions entières d'administrateurs, de techniciens et de spécialistes bourgeois, parce qu'ils n'hésiteront pas à soumettre à un contrôle dictatorial tout l'appareil de production et de distribution, en cartellisant les principales branches de l'industrie, en nationalisant la terre, en instituant le travail obligatoire, etc.

Ces mesures indispensables — qui ne sortent pas du cadre de l'économie capitaliste même si politiquement elles représentent « les premiers pas vers le socialisme » —, il est nécessaire de les formuler par avance, et elles sont constamment revendiquées dans la période qui va d'avril à juin 1917 comme une indication des « anneaux de transition qui doivent mettre la vérité révolutionnaire à la portée de gens non préparés » ; mais Lénine ne les présente jamais indépendamment d'une **condition préalable**, même si celle-ci apparaît en guise de conclusion, et qui est que le pouvoir doit **d'abord** passer **entièrement** aux mains des Soviets d'ouvriers et de paysans en tant qu'autorité révolutionnaire **unique et solide**. Quand, en vue de la conférence des comités d'usine et d'atelier de Pétrograd convoquée pour le 13 juin (31 mai), Lénine rédige la **Résolution sur les mesures à prendre contre la débâcle économique**, il énonce patiemment en neuf points la liste des mesures économiques à prendre en priorité absolue — et parmi lesquelles figure au point 3 « un véritable contrôle ouvrier de la production et de la répartition » qui, aux points suivants, sera étendu à tous les domaines de la vie économique en étant conjugué à toutes les autres mesures concernant aussi bien les paysans que les ouvriers — parce qu'il sait que ces mesures frapperont immédiatement l'imagination et stimuleront l'intervention active des forces agissantes de la révolution déjà en marche. Mais il prend bien soin de préciser en conclusion que « l'application méthodique et efficace de toutes ces mesures n'est possible que si le pouvoir passe entièrement aux prolétaires et aux semi-prolétaires » (7). Et ceci vaut pour tous les points du programme martelé par Lénine

à partir des Thèses d'Avril et jusqu'à la fin juin : non, il n'y a vraiment pas de place pour la « phrase révolutionnaire » dans la vision bolchévique de la révolution.

Mais Lénine, engagé dans une bataille ardente au sein de son propre parti, va encore plus loin. En polémique ouverte avec les « Moscovites » qui envisagent la possibilité de contrôler les capitalistes par l'intermédiaire d'un « contrôle » sur le gouvernement provisoire, il déclare à la VII^e conférence panrusse du POSDR, le 24 avril (7 mai) : « **Le contrôle sans le pouvoir est la plus creuse des phrases**. Comment contrôlerai-je l'Angleterre ? Il faut, pour la contrôler, s'emparer de sa flotte. Je comprends que la masse arriérée des ouvriers et des soldats puisse naïvement et aveuglément croire au contrôle. Mais il suffit de songer aux facteurs essentiels de ce dernier pour comprendre qu'y ajouter foi, c'est **répudier les principes fondamentaux de la lutte des classes**. Qu'est-ce que le contrôle ? Si je rédige un papier ou une résolution, eux rédigent une contre-résolution. Pour contrôler, il faut détenir le pouvoir. Si la grande masse du bloc petit-bourgeois [c'est Lénine qui écrit] ne le comprend pas, il faut avoir la patience de le lui expliquer, mais **sans lui dire en aucun cas le contraire de la vérité**. Si je mets au premier plan le contrôle, en masquant cette condition fondamentale, je dis une contre-vérité et je fais le jeu des capitalistes et des impérialistes. « Contrôle-moi à ton aise, pendant que je garde les canons. Gave-toi de contrôle », voilà ce qu'ils disent. [...] **Sans pouvoir, le contrôle est une phrase petite-bourgeoise qui entrave la marche et le développement de la révolution russe** » (souligné par nous) (8).

Qu'ils méditent donc ces paroles limpides, et qu'ils les appliquent à toute « révolution » en acte ou en puissance, les théoriciens du « contrôle ouvrier » comme alpha et oméga du programme à agiter **hic et nunc** devant les yeux de la classe ouvrière !

(à suivre)

(1) Lénine, **Que faire ?**, Œuvres, tome 5, p. 399.

(2) **Thèses de Rome**, dans **Défense de la continuité du programme communiste**, Editions Programme Communiste, p. 51.

(3) Lénine, **Lettres sur la tactique**, 8-13 (21 et 26) avril 1917, Œuvres, tome 24, p. 41. La même idée est aussi exprimée, naturellement, dans les **Thèses d'avril**, op. cit., p. 12.

(4) Lénine, **Les tâches du prolétariat dans notre révolution**, 10 avril 1917, op. cit., p. 53.

(5) Lénine, **Les partis en Russie et les tâches du prolétariat**, avril 1917, op. cit., p. 91.

(6) L'idée de l'introduction du « socialisme » en Russie est « une

absurdité » dit Lénine : il s'agit moins, pour le moment, d'en jeter les bases matérielles, que de « guérir les blessures causées par la guerre et de conjurer la catastrophe imminente » au moyen d'une série de mesures « qui n'ont rien à voir avec l'introduction du socialisme », qui ne sont que « les premiers pas vers le socialisme » et qui sont « parfaitement réalisables du point de vue économique » (**Les tâches du prolétariat dans notre révolution**, op. cit., p. 66).

(7) Lénine, **Résolution sur les mesures à prendre contre la débâcle économique**, 25 mai (7 juin) 1917, op. cit., p. 531.

(8) Lénine, **La septième conférence de Russie du POSD(b)R**, op. cit., pp. 229-230.

La vague de grèves

(suite de la page 1)

Chausson, le fait que le tribunal n'a pas pris la décision de faire évacuer Asnières a été présenté comme un « échec du patronat »... démenti quelques jours plus tard par une autre décision de tribunal et l'intervention de la police. C'est l'ouverture de négociations qui a été alors présentée comme un « succès », alors que la direction y avait mis précisément comme préalable l'évacuation des occupants ! Pendant ce temps, à Vénissieux, la CGT donnait une fête en l'honneur d'un jugement lui donnant satisfaction contre la direction de Berliet sur les libertés syndicales...

C'est également en suivant la même politique que dans le conflit du « Parisien Libéré » où le patronat tente de profiter de la crise pour se restructurer en imposant aux ouvriers des conditions nettement en deçà des conventions actuelles, et ceci avec la complicité du syndicat FO qui organise carrément le travail des jaunes, la direction du syndicat du Livre prétend, pour déjouer la manœuvre du patron qui fait imprimer le journal en Belgique, concilier l'appel à la solidarité internationale adressé aux travailleurs belges et l'appel à l'Etat français pour défendre « le potentiel graphique national ». Cette politique-là il n'est plus besoin de démontrer qu'elle enchaîne pieds et poings liés les travailleurs à la marche du capital.

Face à cette attitude servile qui laisse les prolétaires sans défense devant l'attaque patronale, tous les ouvriers qui veulent sérieusement agir pour leur classe doivent œuvrer dans la perspective de la formation, même si elle n'est pas immédiate, d'un véritable front de classe à opposer au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

Lisez et diffusez

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique internationale

au Portugal

(Suite de la page 1)

à une force spécifique, l'armée bourgeoise, a fait mûrir la nouvelle version de la démocratie mesurée sur la base de l'audience des partis opportunistes auprès du Conseil militaire qui dirige le pays.

★

Nous n'avons pas la prétention de prévoir quelle sera l'issue de la querelle actuelle entre le PSP et le PCP, même si tout nous amène à penser qu'il y aura, encore une fois, un accord imposé par le MFA et une concession faite aux socialistes qui ont déjà dû avaler tant de couleuvres (*). De toute façon, aucun des deux partis n'a l'intention de trop tirer sur la corde : les conditions que met l'opportunisme sont toujours déterminées par le souci du maintien de l'ordre établi, de l'ordre bourgeois représentatif sous ses différentes formes. Sur cet objectif fondamental, tous les opportunistes sont d'accord. Les querelles se situent dans le cadre d'un « compromis historique » avec l'Etat « démocratique » ou, comme on le voit, « autoritaire éclairé », qui utilise les partis, accusés de mettre la pagaille, pour administrer le consensus, c'est-à-dire pour « éclairer » son propre autoritarisme ; mais dans certaines circonstances et devant des initiatives jugées comme trop casse-cou de ses serviteurs, cet Etat peut faire sentir toute son autorité. Cette combinaison entre autorité militaire d'une part, consensus de l'opinion publique d'autre part, réalisée grâce aux partis constitutionnels, peut évidemment se rompre dans certaines circonstances, mais la situation est telle que la rupture se produirait dans un seul sens, celui d'un « bonapartisme » avec séparation du pouvoir exécutif par rapport au pouvoir « consultatif » des partis, c'est-à-dire dans le sens d'une espèce de fascisme à programme social différent de celui du régime de Salazar.

Cela ne suffit-il pas pour montrer clairement ce qu'est cette « force antifasciste unitaire » des partis constitutionnels, naguère disposés à tous les compromis avec Caetano, spectateurs impuissants ensuite de la « révolution faite par les militaires » (mieux vaut dire l'armée telle qu'elle était et telle qu'elle reste), aussi bien que des événements ultérieurs, et utilisés au maximum (c'est le cas du PCP) comme conseillers politiques et économiques ?

Et cela en dit long sur la sagacité tactique des groupes d'extrême-gauche qui ont tout mis sur cette unité de front !

Certes la question de savoir qui il vaut mieux choisir, du MFA, du PCP ou du PSP est une question absurde (que beaucoup se sont posée), ne serait-ce que parce que cela revient à choisir chaque fois le MFA, même s'il s'agit d'un MFA ultérieurement « métamorphosé ». Et comme il n'est pas possible d'opposer le PS et le PC au MFA, il ne reste plus, pour ceux qui posent le problème dans ces termes, qu'à « choisir » la solution « unitaire », celle-ci étant considérée comme la condition de la victoire antifasciste. Le MFA a des tendances « bonapartistes », le PCP est stalinien, le PS est social-démocrate à la Willy Brandt, mais unis et poussés en avant ils peuvent faire disparaître toutes ces tares. Mais le résultat réel, quel est-il ?

En fait l'unité n'existe que dans la mesure où elle est imposée à tous par le MFA ! Et cette situation durera tant que ne sera pas réalisé ce programme d'urgence qui n'est pas du tout la conséquence du « bonapartisme » du MFA, mais une condition pour la remise en marche de l'économie portugaise, une économie que les nationalisations et autres mesures (et il faut remarquer que la question agraire n'a pas été le moins du monde effleurée) n'ont pas rendue socialiste, mais seulement centralisée sur le plan capitaliste.

Il est certain que dans cette partie difficile le MFA devra essayer de jouer toutes ses cartes, et le PSP en est une, plus d'ailleurs pour les rapports internationaux (voir par exemple le prêt accordé par Bonn) que pour les problèmes intérieurs.

Prêcher l'unité avec les opportunistes — qui sont au Portugal doublement soumis au pouvoir bourgeois —, cela signifie travailler exclusivement pour eux et pour ceux qui détiennent le pouvoir réel.

Ceux qui ne voient pas que la voie révolutionnaire (une voie qui n'est ni courte ni facile) passe nécessairement par la rupture avec le front opportuniste commettent une erreur impardonnable. Il faut aller au fond des choses : dire qu'il n'est pas possible de collaborer avec la bourgeoisie, mais laisser entendre — comme le font les trotskystes — que toute une série de mesures, comme les nationalisations (définies comme étant la plus grande victoire du prolétariat !), la réforme agraire, le « contrôle ouvrier », etc., constituent la solution aux problèmes économiques et politiques du pays, indépendamment de la conquête révolutionnaire préalable du pouvoir, et même en confiant clairement et implicitement la réalisation d'un tel programme aux opportunistes, cela signifie faire ni plus ni moins ce que les opportunistes ont fait vis-à-vis du MFA.

Le chemin est long. Les révolutionnaires ont le devoir de le dire. Mais ses résultats positifs seront fonction du travail de rupture du front de conservation qui s'est constitué et qui est dirigé par les organisations opportunistes.

Laissons ceux qui pleurent sur les querelles qui divisent les champions de l'opportunisme, Cunhal et Soares. Notre devoir est de montrer que le bon chemin est différent et diamétralement opposé.

(*) Depuis que cet article a été rédigé, les décisions prises par l'assemblée du MFA ont confirmé que — tenant compte également des divers engagements internationaux du Portugal (présence de Gonçaves au sommet de l'OTAN, négociations avec la CEE, prêt de l'Allemagne et d'autres pays européens) — les militaires qui détiennent le pouvoir n'ont pas l'intention de rompre avec les partis. Cette menace continue cependant à peser sur eux, sous la forme « révolutionnaire » d'un projet de rapport direct entre le MFA et les masses. Les « soviets » institutionnalisés par les traités social-démocrates font déjà partie de l'expérience historique. Verrons-nous maintenant leur caricature, dans une version revue et corrigée par les militaires ?

PERMANENCES DU PARTI

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : les dimanches 8 juin et 6 juillet, de 10 h à 12 h, 20, rue des Commerçants, 1000, Bruxelles.

EN FRANCE

• A Amiens : les dimanches 8 et 22 juin, de 10 h à 12 h, au café « A l'habitude » (tour Perret).

• A Marseille : les samedis 14 et 28 juin de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne d'Orves (4^e étage).

• A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, librairie Klapperstel 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 20 h à 22 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

• A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

La « Déclaration des libertés »

(suite de la page 1)

conclusion de l'opportunisme est qu'il faut compléter les « droits politiques » par des « droits économiques et sociaux », qu'à la démocratie politique il faut ajouter ce monstre produit par le capitalisme impérialiste, la « démocratie économique ».

C'est ainsi que dans le projet du PCF, le « droit au travail est un droit fondamental », que « chacun a droit de bénéficier d'une formation professionnelle », « a droit à une rémunération correspondant à la qualité et à la quantité de son travail », que la loi doit même se proposer de protéger l'ouvrier contre le despotisme de fabrique, pour ne rien dire du rôle accru conféré aux divers organes de participation à tous les niveaux de l'entreprise et de l'Etat.

La tractation entre l'opportunisme et la bourgeoisie est la suivante : maintenez l'exploitation et l'oppression dans des limites « raisonnables », et en contrepartie nous acceptons l'exploitation et l'oppression et nous les garantissons. Mais comme le capitalisme obéit à des lois aveugles dont il n'est plus besoin de démontrer depuis Marx qu'elles ne se soumettent en fin de compte à aucune règle et n'admettent aucune mesure, il est purement démagogique de demander de limiter l'exploitation à un Etat qui, parce qu'il n'est pas l'expression de la force du prolétariat organisé, ne peut pas se proposer la destruction radicale des rapports capitalistes, du capital, du salaire et du profit.

★

Il serait vraiment stupide de croire que dans cette recherche vaine, l'opportunisme fait fausse route, par naïveté, qu'il commet des erreurs par manque de réalisme. Il y a longtemps que l'utopie réformiste est devenue une force contre-révolutionnaire active. Né et devenu adulte dans les conditions de l'impérialisme qui lui donne sa force et qu'il appuie en retour, le réformisme moderne, stalinisme en tête, au lieu de subordonner la lutte pour les réformes à celle pour le socialisme, fait de la lutte pour les droits et leur extension une fin en soi et prétend subordonner la lutte de classe du prolétariat à la conquête de droits et de garanties nouvelles. C'est ainsi que même la défense de la force de travail des prolétaires ne provient plus de l'utilisation de la force collective et de l'action de classe ouverte, mais se présente comme le résultat de la conquête parlementaire d'un droit ou d'un statut particulier à une catégorie. A chacun son droit, à chacun sa garantie, tel est le mot d'ordre ! Mais, dans la réalité, cela signifie : chacun à sa place, les bourgeois d'un côté, les prolétaires de l'autre. Et parmi ces derniers, les catégories supérieures, qui ont quelque chose à défendre feront appel à l'Etat pour garantir leurs maigres avantages contre ceux qui n'ont rien. La lutte de la classe pour se défendre — ne parlons pas de la lutte d'émancipation car cette dernière se réalise progressivement avec l'avènement de la « démocratie économique » grâce au « contrôle parlementaire » et se confond avec la lutte de défense — est remplacée par la « lutte » de chaque catégorie non plus contre l'Etat mais contre les autres catégories, sous le haut arbitrage de l'Etat.

Ce dernier est devenu telle-

ment providentiel qu'il garantit le droit de grève, mais il peut se le permettre puisque les syndicats aux ordres se chargent de veiller à vider les grèves de tout contenu réel et de les rabaisser à un moyen d'agitation à l'écoute de l'opinion publique. Cet Etat est tel qu'il garantit aussi aux cadres le droit de n'avoir pas à choisir entre le patron et l'ouvrier et que, comble du crétinisme ultra-étatiste, « l'indépendance des syndicats à l'égard du patronat, de l'Etat et des partis est garantie » par la loi ! Et cet Etat dont l'arbitrage supérieur devrait permettre d'éviter la lutte des classes, se charge de tellement d'attributions qu'il devrait garantir jusqu'à « l'épanouissement sexuel des individus » ! L'Etat n'est donc plus une simple excroissance au-dessus de la société, mais il pénètre la société bourgeoise tout entière, et toutes ces « libertés » nouvelles, cet amas de droits et de statuts qui sont censés garantir le citoyen et l'ouvrier, cette pléthore de démocratie qui signifie en réalité plus d'administration, plus de police, plus d'armée, en un mot plus d'oppression, pèsent d'un poids écrasant sur les épaules de la classe qui produit toute la richesse et contre qui cette puissante machine est dirigée.

Il est clair que, par d'autres voies que le fascisme, le réformisme réalise la tendance inhérente au capitalisme à son stade suprême : la centralisation et le contrôle totalitaire de toute la vie sociale à des fins contre-révolutionnaires.

Et l'opportunisme lui-même en est conscient : alors qu'il prétend qu'en échange de quelques garanties tout à fait provisoires que le capital et son Etat peuvent offrir à certaines couches ouvrières — phénomène qui prend de vastes proportions dans les pays impérialistes et qui est un facteur négatif pour la lutte de classe — le prolétariat peut renoncer à la révolution, en réalité il donne à l'Etat tous les moyens pour combattre cette dernière. La raison profonde de toute sa construction, le PCF la révèle dans son projet en affirmant : « la République a le devoir de ne pas tolérer la corruption par l'argent et la violence. Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits [souligné par nous] ».

C'est là la preuve de l'incapacité historique du réformisme à conjurer la révolution, en dépit de la profondeur de la contre-révolution stalinienne, en dépit du terrible retard de la courbe sociale par rapport à celle de la crise capitaliste et l'énorme difficulté des ouvriers à participer à des mouvements, même revendicatifs, de grande ampleur et non épisodiques. La révolution est sans doute aujourd'hui très loin, mais elle doit renaître des mille fissures que provoque le capitalisme lui-même dans sa cuirasse, dans les convulsions inévitables de ses crises et des antagonismes qu'il déchaîne nécessairement, pourvu que le parti prolétarien soit capable de combattre les anticorps qu'en même temps le capitalisme secrète pour sa conservation, et dont les plus mortels pour le prolétariat révolutionnaire sont le démocratisme et l'opportunisme. Sans ce combat difficile, la révolution ne serait qu'un songe creux, et l'optimisme révolutionnaire que l'inconscience de phraseurs.

Lecteurs, sympathisants, prenez contact avec nos militants, venez aux permanences du parti !

directeur - gérant
F. GAMBINI
Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

Aux kautskystes d'hier et d'aujourd'hui

La dispute autour de l'affaire *Republica* est loin de nous poser des problèmes fondamentaux car, par principe, le mouvement communiste lutte pour avoir la force d'imposer, par sa dictature révolutionnaire, l'interdiction de toute marge de manœuvre aux forces de la bourgeoisie et de ses laquais « ouvriers », stalinien ou social-démocrate, ce qui veut dire qu'il rendra impossible leur organisation politique et militaire, et donc aussi toute activité « journalistique ».

Ce n'est pas l'avis de *Rouge*, pour qui cette « affaire » appelle des considérations générales typiquement... menchéviques et l'invocation du « principe » de la démocratie entre partis se réclamant du socialisme, même s'il s'agit en fait de larbins de la classe dominante :

« Le contrôle ouvrier sur les organes d'information ne peut pas justifier un droit de censure, mais seulement un droit de contre-information », peut-on lire sur le dernier numéro de l'organe de la LCR.

Qu'on se le dise ! Le jour où la révolution aura la force d'empêcher la bourgeoisie et ses agents de déverser leurs infâmies, les trotskystes de *Rouge* feront tomber sur le prolétariat

victorieux le même anathème que Kautsky lançait contre le bolchévisme : « le pouvoir soviétique a détruit l'unique force qui puisse aider à extirper la corruption : la liberté de la presse. Le contrôle au moyen d'une presse sans limites aurait été le seul moyen de brider les bandits et les aventuriers qui voudront inévitablement profiter de tout pouvoir non limité, non contrôlé ».

Et Trotsky répondait dans *Terrorisme et communisme*, aux kautskystes d'hier et de toujours, alors que la guerre civile opposait le prolétariat révolutionnaire à la bourgeoisie et aux tenants hypocrites de la démocratie soviétique sans dictature bolchévique :

« La presse n'est pas l'arme d'une société abstraite, mais de deux camps inconciliables, qui se combattent par les armes. Nous supprimons la presse de la contre-révolution comme nous détruisons ses positions fortifiées, ses dépôts, ses communications, ses services d'espionnage. Nous nous privons des révélations des cadets et des menchéviques [...] Par contre, nous détruisons victorieusement les fondements de la corruption capitaliste » !

Sans commentaire.

RÉUNION DE LECTEURS A LILLE

Vendredi 20 juin, 20 h 30, 27, rue Adolphe.

POUR LE FRONT UNI DU PROLETARIAT
CONTRE LE FRONT UNI DE LA BOURGEOISIE
ET DE L'OPPORTUNISME